

La liberté de la presse aide à lutter contre la pauvreté

Un article de Jim Wolfensohn

Des études montrent que davantage de liberté de presse signifie moins de corruption. La liberté de la presse a également une influence positive sur les revenus, la mortalité infantile, et l'alphabétisation des adultes, selon James D. Wolfensohn, le Président de la Banque mondiale.

Annonces Google

[Rencontre des marocaines](#)

site de rencontre entre marocains partout dans le monde
www.jmami.com

[Femmes Marocaines](#)

Rencontrez des femmes marocaines à la recherche de l'âme sœur
www.Muslima.com

Alors que nous célébrons la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse le 3 mai, le thème de la campagne de cette année, "La liberté de la presse est payante", nous offre une excellente occasion de réfléchir au rôle catalyseur que les médias libres et indépendants peuvent jouer en faveur du développement économique, notamment dans la lutte contre la pauvreté mondiale.

Nous savons d'après Freedom House que sur une population mondiale de six milliards d'individus, 1,2 milliard seulement vivent dans des pays ayant accès à la liberté de la presse, 2,4 milliards dans des nations ayant partiellement accès à la liberté de la presse, et 2,4 milliards dans des pays sans aucune liberté de presse. En d'autres termes, 80 pour cent environ du milliard d'individus qui composent la planète n'ont pas accès à une totale liberté de presse. Il est frappant de constater que la majorité de ces gens vivent dans le monde en développement.

Ces déséquilibres en matière de la liberté de la presse reflètent les inégalités encore plus importantes qui séparent les pays riches des pays pauvres.



Wolfensohn

Parmi ces inégalités, on peut citer les faits suivants : Un milliard de la population mondiale détient 80 pour cent des richesses mondiales, tandis qu'un autre milliard lutte pour survivre avec un dollar par jour. Deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ; 150 millions d'enfants n'ont jamais la possibilité d'aller à l'école ; et plus de 40 millions des gens vivant dans les pays en développement sont séropositifs, avec peu d'espoir de recevoir des traitements pour cette maladie mortelle.

Quel est le lien, donc, entre la liberté de la presse et la pauvreté économique ? La réponse réside en grande partie dans la corruption, et la lutte menée contre elle. Des études de la Banque mondiale montrent par exemple que plus le niveau de liberté de presse dans les pays est élevé, plus le contrôle exercé sur la corruption, et donc sur les rares ressources affectées aux questions de développement prioritaire, est important.

La presse libre n'est pas uniquement un moyen d'expression, mais elle est aussi une source de responsabilisation, un vecteur de participation civique, et un moyen de contrôler la corruption officielle. La presse libre contribue également à établir des institutions plus efficaces et plus solides.

En favorisant la transparence et la responsabilisation, à la fois dans les sphères publique et privée, les médias des pays pauvres apparaissent de plus en plus comme un "outil de développement" pouvant contribuer à une meilleure responsabilisation du gouvernement et à une utilisation plus efficace des ressources.

Mais la liberté de la presse n'est pas seulement payante dans la lutte contre la corruption. Elle contribue également à compléter l'enseignement scolaire traditionnel (ex. les leçons de maths à la radio), améliorer les efforts en matière de santé publique (les campagnes de sensibilisation au sida), et soutenir le changement institutionnel et le développement du marché (en partageant des informations utiles et actuelles). En outre, on constate une corrélation positive importante entre la puissance des médias et la responsabilisation des dirigeants, ainsi que les améliorations en matière de revenus, de mortalité infantile et d'alphabétisation des adultes.

C'est pourquoi nous devons continuer à promouvoir la liberté de la presse, et il reste encore beaucoup à faire. Dans de nombreux pays, notamment dans les économies en transition et en développement, l'indépendance des médias peut être fragile, et même entravée.

Des politiques d'accès et de propagation de l'information, et d'autres réglementations légales favorisant une culture d'ouverture, de transparence et de responsabilisation, sont essentielles. En définitive, elles contribuent à promouvoir la bonne gouvernance et une croissance plus équitable.

La Banque mondiale contribue à ces efforts. À travers l'Institut de la Banque mondiale, notre division en matière de formation, nous avons offert des programmes de formation à plus de 3000 journalistes. Ces programmes comprennent des cours spécialisés en journalisme économique, santé, et environnement. La plupart de ces programmes utilisent les technologies d'apprentissage à distance, comme les vidéo-conférences, la télévision interactive et l'Internet pour apporter leurs bénéfices à des participants de plus de 50 pays.

En examinant des problèmes de santé critiques, comme la séropositivité et le sida, nous avons incité les journalistes à trouver de nouveaux moyens de couvrir cette pandémie dans leur pays. Et les cours de journalisme d'investigation les aident à aborder les questions liées à la corruption d'une manière professionnelle.

Il ne fait plus aucun doute que la contribution des médias est inestimable pour favoriser le progrès économique, lutter contre la corruption, examiner les grands déséquilibres entre les pays riches et les pays pauvres, et en définitive, réduire la pauvreté dans le monde entier.

Assurons-nous donc que la liberté de la presse continue d'être payante, en particulier pour les milliards de pauvres qui en ont le plus besoin.

James D. Wolfensohn a écrit cet article exclusif pour l'Association Mondiale des Journaux à l'occasion de la Journée Mondiale de la Liberté de la presse du 3 mai

James D. Wolfensohn a été nommé neuvième président de la Banque Mondiale en 1995. Avant d'entrer à la Banque, Wolfensohn a bâti sa carrière comme banquier international d'investissements, tout en s'impliquant parallèlement dans les questions liées au développement et à l'environnement mondial. Depuis qu'il a rejoint la Banque, Wolfensohn a lancé en 1996 l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, le premier programme de réduction substantielle de la dette, pour répondre aux besoins des pays les plus pauvres et les plus endettés de la planète. Quelques années plus tard, il a également introduit le Cadre de développement intégré (CDI), qu'utilisent aujourd'hui près de 50 pays à faibles revenus à travers le monde. En 1999, il était nommé pour la seconde fois consécutive président de la Banque mondiale pour cinq ans, à partir du 1er juin 2000. Né en Australie en décembre 1933, M. Wolfensohn est titulaire d'un BA et d'un LLB de l'Université de Sydney, et d'un MBA de la Graduate School of Business de Harvard. Il vit à Washington avec sa femme

AMJ - Emarrakech



[Accueil](#) [Envoyer](#) [Imprimer](#) [Grand texte](#) [Petit texte](#)

ACTUS | CULTURES | ENTRETIEN | TECHNOLOGIE | FEMMES | JEUNESSE | PRATIQUE | MUSIQUE | MEDIA EXPRESS | Marrakech | SERVICES | emarrakech

Source :
<http://www.emarrakech.info>